

Alors qu'en 2021 nous fêtons le 150^{ème} anniversaire de la Commune de Paris, il y a quinze ans, en 2006, le Mexique connaissait un mouvement social d'une ampleur sans précédent depuis la révolution mexicaine de 1910. Une grève enseignante allait embraser l'État d'Oaxaca pour déboucher sur une remise en cause globale du système politique mexicain. Cette lutte va élaborer des formes d'organisation et d'échanges puisées dans deux sources distinctes mais complémentaires.

D'une part, elle s'inspire du fonctionnement des communautés indigènes fondé sur la recherche du consensus dans la prise de décision, communautés par ailleurs particulièrement présentes dans cet État. D'autre part elle reprend à son compte une tradition issue des mouvements révolutionnaires en lutte pour l'émancipation, comme la Commune de Paris en 1871, la brève Commune de Canton en 1927, la révolte polonaise de 1980, celle de 1945 en Indonésie, etc.

Mouvements fortement marqués par une identité de classe, mouvements des opprimés et exploités, qui posent tous les mêmes questions : une aspiration à l'égalité et à la construction d'une véritable démocratie. Ces traditions jalonnent l'histoire du Mexique, et ce n'est pas un hasard si, pas loin de l'Oaxaca, au Chiapas s'est déclenchée en 1994 l'insurrection zapatiste, mélange de culture indigène et de multiples références, libertaires et marxistes.

Cet anniversaire de ce que l'on désigne comme la Commune d'Oaxaca doit être l'occasion de rappeler l'histoire de cette formidable lutte et de préserver sa mémoire.

Au départ, une grève des enseignants

Quand la grève des enseignants se déclenche au Mexique en cette année 2006, le pays est dirigé pour la première fois par un président membre du PAN (Parti d'Action Nationale, droite néolibérale), mettant ainsi fin à une hégémonie politique du PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel) qui durait depuis 70 ans[1]. Le mouvement syndical, malgré l'opposition de quelques syndicats comme celui des électriciens, est largement encadré par le PRI. Depuis qu'il est passé dans l'opposition, ce parti ne voit plus d'un mauvais œil les revendications syndicales, dans la mesure où il garde les rênes des négociations et de la direction du mouvement. Mais il se trouve que la section 22 du syndicat des enseignants (SNTE), celle d'Oaxaca, a rompu depuis 1982 avec le PRI et s'oppose à cette direction syndicale corrompue[2]. Le SNTE n'est pas une organisation syndicale « classique ». Puissant, avec plus d'un million d'adhérents, il est intrinsèquement lié au PRI et à sa politique éducative. C'est aussi ce qui explique l'imbrication entre les fonctions syndicales et les fonctions politiques au sein du PRI. La direction de ce syndicat gère une petite fortune (dont une partie a été détournée par sa présidente) et monnaie son soutien au PRI [3]. Mais l'arrivée du PAN au pouvoir change la donne et l'étau qui impose un suivisme des 61 sections du SNTE à la direction nationale du syndicat est desserré. La section 22, déjà dans l'opposition syndicale, a les mains libres pour organiser le mouvement dans l'État d'Oaxaca. La grève des enseignants débute le 22 mai 2006 sur de simples revendications salariales, en lien avec les mesures néolibérales édictées par le gouvernement fédéral (suppression de la prime de trois mois de salaires, de la plupart des congés payés, ...)

Il y a deux raisons essentielles à la naissance de ce mouvement.

La première est la situation sociale de l'État de Oaxaca. Il s'agit de l'État le plus pauvre du

Mexique, composé à majorité par une population indigène. 70% de la population n'a ni accès à l'eau potable, ni à l'électricité[4]. Les salaires sont en-dessous de la moyenne nationale avec un salaire minimum des plus bas du Mexique[5]. Pendant près de quatre-vingt ans, cet État, ainsi que d'autres états voisins comme le Guerrero, Puebla ou Veracruz ont servi de base solide pour l'implantation du PRI. Fait exceptionnel au Mexique, en Oaxaca, le PRI reconnaît les autorités coutumières. Cela a deux conséquences majeures et apparemment contradictoires. D'un côté l'exclusion électorale des populations indigènes qui se désintéressent des autorités politiques et donc de leur élection. De l'autre l'organisation du vote d'allégeance en fonction des besoins du moment. Le PRI assoit ainsi son pouvoir par le clanisme et la constitution de bandes armées. Mais depuis quelques années, la crise du priisme libère des aspirations démocratiques dans tout le pays. En Oaxaca, elles ont été multipliées par le choc des politiques néolibérales sur les populations indigènes et le réveil de cette population marginalisée socialement et politiquement.

La deuxième raison de l'explosion de ce mouvement social, c'est la tenue lors de la journée nationale du maître [d'école], de la traditionnelle négociation qui a lieu chaque 15 mai. Depuis une trentaine d'années, le syndicat enseignant négocie sur les moyens octroyés à l'enseignement et à chaque fois il y a signature d'un compromis[6]. Mais en 2006, le gouverneur, membre du PRI, refuse toute discussion et renvoie les revendications au niveau fédéral dans les mains du ministre de l'éducation, membre du PAN. La grève est alors décidée. Au Mexique, le maître d'école a une forte autorité morale. Elle est accentuée par son rôle d'alphabétiseur notamment dans l'État d'Oaxaca qui connaît un fort taux d'analphabétisme. C'est la combinaison entre cette autorité morale et l'exaspération sociale qui va permettre au mouvement enseignant de fédérer les mécontentements.

Contre l'intransigeance du pouvoir, l'extension de la lutte

Face à l'intransigeance des autorités, la section 22 du SNTE décide d'envahir le centre-ville et de s'y installer à partir du 2 juin. Profitant d'un moment de baisse de l'intensité de la mobilisation, le 14 juin 2006, le gouvernement va réprimer de manière sanglante le mouvement. Mais le même jour, le SNTE appelle à une grève nationale, relançant ainsi le conflit. La répression policière est d'une telle violence que l'ensemble des organisations sociales d'Oaxaca appellent à soutenir le mouvement. Le lendemain, le 15 juin, le centre-ville est réoccupé mais avec l'appui de la population et des organisations sociales. Afin de discuter des suites de l'action et pour réclamer le départ du gouverneur, le 17 juin est convoquée à l'université Autonome d'Oaxaca une Assemblée Populaire du Peuple d'Oaxaca (APPO). Y sont invitées les organisations sociales dites indépendantes du pouvoir politique.

Silvia Bolos et Marco Estrada Saavedra en dressent une liste détaillée[7]. Nous retrouvons un mélange d'organisations politiques, indigènes, de droits humains, syndicales, de quartiers, de femmes, éducatives,.... Pour preuve de l'ampleur de la mobilisation qui dépasse largement les organisations traditionnelles, vont s'y adjoindre des groupes de jeunes, de banlieue, des organisations de quartiers et de voisins, qui ont surgi dans le cadre de cette mobilisation.

Pendant ce processus, de nouvelles organisations émergent comme la Coordinadora de Mujeres d'Oaxaca et la Coordinadora Estudiantil.

Au total ce sont 365 organisations qui constituent l'APPO[8].

Cette diversité converge sur un mot d'ordre : la démission d'Ulises Ruiz, gouverneur d'Oaxaca. La méthode de lutte priorisée par l'APPO est une habile combinaison de sit-in et de barricades plus ou moins temporaires dont le but est de paralyser l'activité administrative et les institutions de l'État et de la capitale. Il s'agit de rendre ingouvernable la ville et l'État de Oaxaca[9]. Plusieurs dizaines de milliers de personnes participent à ces actions. Une mobilisation massive, quand on pense que l'agglomération compte environ 260000 habitants.

L'extension géographique de la lutte est réelle. Si l'APPO organise le combat dans la ville d'Oaxaca et représente nationalement la partie la plus visible de cette lutte, dans de nombreuses villes de l'État la crise politique s'amplifie et prend la forme de lutte pour le pouvoir. L'APPO annonce régulièrement, lors de ses réunions, la mise en place d'assemblées populaires du même type dans de nombreuses villes de l'État comme San Andrés Chicahuaxtla, Yuxia, La Laguna Guadalupe, mais aussi au-delà comme dans l'état du Michoacan.

L'Assemblée Populaire revendique le pouvoir

Dès le mois d'août, l'APPO prend le contrôle des installations de télévision et de radio et bloquent tous les bâtiments administratifs. Pour contrer la répression de leur mouvement, l'APPO dresse de 500 à 2000 barricades dans la ville[10]. Cette lutte dépasse les frontières de la ville d'Oaxaca et des grèves avec manifestations et tentatives de blocages ont lieu aussi dans d'autres villes de l'État. Partout la répression est sévère et se solde le plus souvent par des morts parmi les manifestants, comme à Jamiltepec, et dans la région de Mixteca. Une violence que l'on peut attribuer aux forces de répression de l'État et à des groupes paramilitaires, comme cela a été le cas après la reprise de la télévision occupée par l'APPO.

Ce mouvement, qui a débuté comme un conflit syndical, s'est transformé en une lutte populaire globale où se sont mêlées des revendications démocratiques, anti-corruption et sociales. L'APPO a tenté de proposer une politique alternative globale en se substituant aux institutions légales. Elle n'a pas uniquement joué un rôle de centre de discussion, mais elle a aussi cherché à organiser et structurer les contestations. Il en est de même avec le mouvement des femmes qui a organisé des mobilisations qui lui sont propres. Le premier août, une marche des casseroles défile à Oaxaca pour exiger la démission du gouverneur mais aussi l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. Cette manifestation se dirige vers les installations de la télévision publique qu'elle occupe et transforme en outil d'information alternative. Cette occupation va durer trois semaines, jusqu'à l'attentat organisé par des groupes paramilitaires contre les antennes de diffusion le 21 août 2006. Ce choix d'intervention des supplétifs du PRI est stratégique car c'est par le canal des médias audio-visuels que le gouvernement dénigre jour après jour le mouvement social et tente de regagner la bataille de l'opinion. Tous les moyens sont bons, passant de l'infiltration de l'APPO, aux violences des groupes paramilitaires liées au PRI attribuées par les médias aux grévistes, et aussi en faisant « témoigner » des mères de famille indignées par le conflit des enseignants.

Sur le terrain culturel, l'APPO a réussi à empêcher la tenue de la fête traditionnelle de Guelaguetza, la plus populaire de l'État, devenue une fête commerciale à la gloire du

gouvernement. Elle a été remplacée par une fête alternative, où les cultures traditionnelles et indigènes ont été mises en valeur. Parallèlement les revendications s'étoffent et touchent l'ensemble des domaines comme le salaire minimum, les droits à l'autonomie des peuples indigènes, les droits des femmes, le logement, la corruption, etc, etc..

Dès le mois d'août et surtout en septembre, l'APPO définit plus clairement son projet politique. Dans une déclaration du 29 septembre 2006,

« L'APPO ne recherche ni le progrès, ni le développement, mais seulement le bonheur pour tous les Oaxaqueños, c'est-à-dire qu'elle ne recherche aucun développement illusoire qui, de fait, affecte la vie de la planète, mais bien une vie en harmonie avec la nature, ce qui implique d'en finir avec l'économie capitaliste d'échange et d'accumulation, qui inclut le pouvoir de la propriété privée et qui est la cause de l'extrême pauvreté (...) le but de notre communauté est la production pour le bien commun. » [\[11\]](#)

Cette résolution est centrée sur une notion extrêmement présente dans les pays d'Amérique latine où les peuples indigènes mènent des luttes importantes. C'est notamment le cas en Bolivie et en Équateur : il s'agit des notions de bien commun, de refus du mode de développement productiviste, du « bien vivre », etc ... Nous retrouvons aussi une forte critique du capitalisme qui ira en s'approfondissant dans les réunions ultérieures de l'APPO.

Consciente que le gouvernement cherche à réprimer et à laisser pourrir la situation, la section 22 du SNTE et l'APPO réalisent une marche qui met 19 jours pour atteindre le 9 octobre le Zócalo de Mexico [\[12\]](#). Les représentants du syndicalisme de lutte, qui a rompu tout lien avec le PRI, comme le SME (Syndicat Mexicain des Électriciens), le syndicat des salariés de l'UNAM, etc ... participent au meeting central Cette marche vers la capitale permettra de sortir le conflit d'Oaxaca de l'isolement médiatique dans lequel il est plongé.

De l'APPO aux comités de quartier

Mais fin octobre, la situation change. Le 27 octobre, trois manifestants sont tués, notamment un journaliste américain, William Bradley Roland, ainsi que deux autres personnes Esteban Zurrita et Emilio Alonso Fabian. Tout semble indiquer, notamment les enregistrements effectués par le journaliste lui-même, que ce sont des paramilitaires liés au PRI qui ont agi en lien avec la police locale. Bien que l'armée fédérale soit déjà présente sur la région côtière de l'État, le gouvernement priiste d'Oaxaca finit par demander l'intervention de la Police Fédérale Préventive (la PFP), soutenu par le patronat local et la hiérarchie catholique qui exigent d'une même voix le retour à l'ordre. Elle occupe la ville à partir du 29 octobre 2006, en lien avec les groupes paramilitaires et détruit toutes les barricades. Il lui faudra deux semaines pour en venir à bout en raison de la résistance déterminée des manifestants. D'abord en commençant par le zocalo, place centrale d'Oaxaca, puis en attaquant l'université, où se sont repliés de nombreux manifestants. Restent que les habitants des « *colonias* », les banlieues d'Oaxaca, ont réussi à contenir l'avancée de la PFP. Cette intervention ne va pas mettre un terme à l'APPO, mais va réussir à l'empêcher de se réunir pendant des semaines.

Pourtant, depuis sa création, les semaines passant, et suite au brassage tous azimuts de la vie politique et sociale des habitants, et même si au départ elle s'est constituée en réaction à la violence policière, l'APPO se pose la question du pouvoir. Les 16 et 17 août 2006 avait été organisée une rencontre « pour une nouvelle démocratie et gouvernabilité dans l'Oaxaca ». L'objectif était de commencer à structurer une demande autour du projet d'une nouvelle constituante, organisée par les peuples, notamment en intégrant les peuples indigènes. Ce forum s'était conclu par un appel à une nouvelle constitution pour le 5 février 2007, né de la conscience acquise par la gestion directe de plusieurs quartiers grâce à la mobilisation ; une expérience tendant à démontrer qu'un autre pouvoir était non seulement possible mais nécessaire.

Car l'APPO a su s'appuyer sur la mobilisation et les organisations populaires car dès la mise en place des barricades, ce sont en effet les comités de quartier qui les gèrent, tant pour assurer la sécurité des habitants face à la police et aux bandes armées du PRI, que pour prendre en main directement la gestion et l'organisation du conflit. Le nombre de ces barricades s'est renforcé en août avec la multiplication des exactions des paramilitaires qui circulaient principalement de nuit dans ce qui a été appelé la « caravane de la mort ». Elles étaient tenues nuit et jour.

Ainsi, la démocratie nouvelle s'organise autour de deux axes. D'un côté l'APPO qui coordonne et débat des orientations politiques, élabore et peaufine les revendications, et propose des actions. De l'autre, les centaines de barricades qui sont structurées par quartier ou pâté de maisons où les décisions sont prises démocratiquement et où la vie quotidienne est organisée et coordonnée. Ces deux faces de la démocratie sont essentielles pour aussi bien éviter une autonomisation de l'APPO qui pourrait s'éloigner de la volonté populaire, que pour coordonner et donner une orientation globale à chaque barricade.

Mais cet embryon de double pouvoir est sujet à des tensions internes.

Premières divisions

Rapidement trois grandes orientations vont entrer en confrontation, notamment parce que le contexte politique national va changer en juillet 2006. L'élection présidentielle du 2 juillet voit la victoire de Felipe Calderón, du Parti d'Action Nationale, avec une très faible avance sur Andrés Manuel López Obrador, le représentant de la Coalition pour le Bien de Tous, regroupement de la gauche autour du PRD. Or, ce résultat est très fortement contesté et les accusations de fraudes contre le PAN créent une situation de mobilisation permanente contre la corruption et la fraude électorale. La Coalition réclame un nouveau décompte des voix et refuse de reconnaître le résultat. Pendant les mois qui suivent, l'essentiel de l'activité des partis politiques de gauche se concentrera sur la remise en cause de l'élection de Calderón. Ce qui a des conséquences au sein même de l'APPO.

D'un côté des militants politiques, souvent liés au PRD et à la gauche mexicaine, qui veulent trouver une issue politique dans le cadre des institutions et qui réclament avant tout le départ du gouverneur et la tenue d'élections sans fraude. L'objectif assumé est d'unifier la gauche nationale au travers de la CND (Convention Nationale Démocratique) constituée comme alternative au pouvoir récemment élu de Calderón. De l'autre plusieurs mouvements sociaux, souvent accompagnés par des militants d'extrême gauche qui, considérant que rien n'est négociable, veulent la mise en place d'autres structures, indépendantes de l'État actuel et de ses institutions. Un troisième courant est représenté

principalement par des permanents de la section 22 du SNTE, qui considèrent que le mouvement est allé trop loin et qui étaient prêts à négocier la fin du mouvement dès le mois de juin[13]. D'ailleurs cette section 22 a été invitée après le 14 juin à négocier indépendamment de l'APPO par le ministère de l'éducation. La mobilisation était tellement forte que la majorité des structures de base du syndicat continuaient à exiger la démission du gouverneur, se désolidarisant de fait de ces négociations et imposant aussi le maintien du syndicat au sein de l'APPO.

Dans le fond, cette division sur les perspectives politiques est grandement causée par l'évolution de la lutte elle-même. La militarisation de l'État de Oaxaca, le retranchement des bases militantes de l'APPO dans les banlieues et à l'université, affaiblissaient le mouvement, faisant apparaître au grand jour des divergences stratégiques sur l'avenir. Le grand écart entre, d'un côté la profondeur de la mobilisation qui réclame un changement complet de régime politique et des mesures sociales, et de l'autre la violence de la répression associée à l'intransigeance du gouverneur, porte toute une série de questionnements stratégiques.

Mais, preuve de la profondeur de la crise et surtout de l'ampleur du soutien populaire au mouvement, l'APPO continue à vivre et se structure malgré la répression. Elle va d'ailleurs renforcer son cadre organisationnel. Les textes de son Assemblée de novembre 2006 définissent l'APPO comme un nouveau mouvement politico-social à l'échelle de l'État, dont les membres (individus comme structures, organisations ou peuples) sont régis par une autonomie d'action. Sur le terrain politique national, l'APPO ne choisit pas entre la gauche « classique » qui a créé la CND et le mouvement zapatiste qui milite « pour une autre campagne ». Elle affirme sa volonté de participer aux deux et soutien tout ce qui remet en cause les institutions mexicaines. Sur le terrain idéologique, l'APPO se définit comme anti-impérialiste, antifasciste et anticapitaliste.

En termes d'organisation, l'APPO crée 23 commissions de travail, et met sur pied un conseil national de 218 membres représentant les secteurs géographiques, les métiers, les organisations (syndicales, etc...), les communautés ecclésiastiques de base, les commerçants, artisans, etc... Ce conseil fonctionne au consensus.

L'APPO, le zapatisme et le rôle trouble du PRD

Outre ces trois courants fondamentaux, une ombre planait pendant tout le conflit : l'EZLN. Bien que le Chiapas soit à proximité de l'état d'Oaxaca, et malgré les attentes de nombreux mouvements partie prenante du mouvement social en Oaxaca, l'EZLN a toujours gardé ses distances avec l'APPO. La principale critique des zapatistes porte sur son « assemblisme », c'est-à-dire le fait que dans des réunions de plusieurs centaines de personnes, en définitive c'est celui qui maîtrise l'oral qui tend à l'emporter, réduisant la portée démocratique de ce processus. Critique largement insuffisante quand on sait que la recherche du consensus a été la clef du fonctionnement de l'APPO et que, surtout, c'est l'aile radicale qui a poussé au mouvement, appuyée par les collectifs de quartiers et les représentants des barricades, contre les « beaux parleurs » du PRD ou du SNTE. La deuxième explication au faible engagement de l'EZLN auprès de la Commune d'Oaxaca se trouve dans un texte de cette organisation de septembre 2006[14]. Il y est expliqué que l'EZLN soutient ce mouvement mais qu'elle n'ira pas au-delà pour deux raisons :

« l'une est qu'il s'agit d'un mouvement intrinsèquement complexe, un soutien plus direct pourrait causer du «bruit», de la confusion et des doutes; l'autre est que plusieurs fois le mouvement du peuple d'Oaxaca a été accusé d'avoir des liens avec des groupes armés, notre présence directe augmenterait la campagne médiatique qu'ils mènent déjà à son encontre »[\[15\]](#).

Cette position correspond avant tout à un repli stratégique de l'EZLN sur ses territoires du Chiapas, impliquant un refus d'intervenir en dehors de cet État.

Pourtant, l'EZLN est en train de mener « l'autre campagne », vaste mobilisation nationale qui tient à se démarquer de la campagne électorale menée par une grande partie de la gauche, tirée par le PRD, derrière son candidat Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO) et qui appelle à l'abstention. L'APPO a décidé de soutenir ces deux mobilisations, aussi bien celle de l'EZLN que celle du PRD, estimant qu'elles étaient légitimes et qu'il fallait maintenir l'unité de l'APPO, marquant ainsi un profond désaccord avec l'EZLN[\[16\]](#).

Autre problème pour le zapatisme, dès 2007, à la suite de la répression extrêmement violente menée par le gouverneur et l'État fédéral dans la totalité de l'État d'Oaxaca afin de rétablir l'ordre, se crée une municipalité autonome à San Juan Copala, sur le modèle des communautés autonomes zapatistes du Chiapas. Cette ville, habitée principalement par le peuple Triqui, va être harcelée par des bandes armées issues du MULT (Mouvement d'Unification et de Lutte Triqui), lié au PRI[\[17\]](#). Dans l'Oaxaca, la politique spécifique du PRI s'est traduite par la création d'organisations indigéno-politiques soumises à ce parti, luttant contre toute opposition au régime priiste. C'est une difficulté supplémentaire pour une éventuelle implantation de l'EZLN dans cet État.

Face à la Commune d'Oaxaca, l'EZLN a été confrontée à deux problèmes politiques. Le premier c'est sa contestation de l'organisation choisie par le mouvement social. Le deuxième c'est l'existence d'une population indigène dans l'Oaxaca fortement encadrée par le PRI. Car si stratégiquement, l'EZLN a choisi de s'implanter dans ces populations, considérées comme les plus exploitées, socialement, culturellement, et racialement, mais aussi porteuses d'une pratique de rupture avec l'ordre dominant, tant sur le rapport à la nature que sur l'exercice de la démocratie, elle estime ne pas avoir les moyens politiques de contester cette domination du PRI dans cet État.

Autant de problèmes qui feront que l'EZLN, bien que présente dans tous les esprits, sera relativement absente du combat mené par la population d'Oaxaca.

Quant au PRD, il faut rappeler qu'il est né d'une scission du PRI de 1989. Social-démocratie, adhérent de l'Internationale Socialiste, son candidat à l'élection présidentielle du 2 juillet 2006, Andrés Manuel Lopez Obrador (surnommé AMLO) obtient 35,31% contre 35,89% à son concurrent du PAN, Felipe Calderón. Or, la fraude est reconnue comme massive. Raisonnablement, le PRD conteste le résultat des élections et décide de mener une campagne nationale pour la reconnaissance de la victoire d'AMLO et contre la fraude. Une coalition, la CND, est créée pour organiser la mobilisation. Cette campagne culmine avec une consultation organisée par la CND à laquelle participe plus de 1 millions de personnes afin d'élire un gouvernement « légitime ». Réunie sur la place du Zocalo, place centrale de Mexico, la CND proclame AMLO élu et annonce son installation comme président le 20 novembre 2006[\[18\]](#).

Parallèlement, les zapatistes mènent « l'autre campagne » et se démarquent aussi des

aspirations populaires à lutter contre la fraude qui a coûté l'élection à AMLO. Position politique de l'EZLN qui sera fortement critiquée à gauche, y compris parmi des personnalités qui la soutiennent.

Dans l'État d'Oaxaca, la situation se complique avec un PRD local qui a gardé des liens avec les caciques du PRI et dont la direction soutient du bout des lèvres l'APPO. Il faudra l'intervention de la direction nationale du PRD pour imposer une rupture des liens entre la direction locale et le gouverneur Ulises Ruiz dans la gestion des affaires.

Ce qui n'a pas empêché le PRD local d'exclure méthodiquement de ses listes de candidats en position éligible pour la députation de la chambre de l'État d'Oaxaca, tous ceux qui avaient des liens avec l'APPO tout en maintenant quelques-uns uniquement dans des circonscriptions ingagnables par le PRD. Malgré cela, l'APPO afficha son soutien à un vote « anti-Ulises Ruiz » et a cherché à maintenir l'unité de sa structure dans laquelle s'exprimaient aussi bien des partisans de la participation électorale que des partisans du boycott ou de l'abstention. Mais au regard de la crise politique, notamment la corruption et le clientélisme électoral, l'APPO a dénoncé le processus électoral comme anti-démocratique et exprimé sa défiance vis-à-vis des partis politiques.

La corruption et le comportement du PRD local comme celui des caciques locaux du PAN ou du PRI ont provoqué une vague d'abstention de plus de 60% lors des élections législatives locales du 5 août 2007, en particulier dans les campagnes et les communautés indigènes, où il y a eu parfois moins de 10% de votants[19]. Preuve que la « normalisation » promise par la répression de la révolte populaire de 2006 n'est pas acquise mais aussi que les promesses de rupture du PRD et de ses alliés n'ont pas convaincu.

Ce qu'il reste de la Commune d'Oaxaca

À la différence de la Commune de Paris, ce que l'on appelle la commune d'Oaxaca n'a jamais réellement dirigé et organisé la ville. L'APPO a réussi, grâce à la force de la mobilisation, à paralyser les institutions locales, et a pu protéger partiellement la population de la répression. Mais il s'agissait d'un double pouvoir en gestation qui n'a pu être contré qu'avec l'envoi des forces de répression du gouvernement fédéral. Pourtant, face à la répression et au vide politique, l'APPO a fait un pas vers sa substitution au pouvoir en place puisqu'elle a mis en place une *Policia Magisterial de Oaxaca* (la POMO) et une sorte de police populaire chargée de lutter contre l'insécurité. Mais cela a été de courte durée.

L'APPO n'a pas eu la possibilité politique de dépasser cette dualité. Plusieurs raisons à cela. D'abord, en interne, toutes les forces politiques et toutes les organisations n'étaient pas prêtes à sauter le pas. Ensuite, la ville d'Oaxaca était isolée sur le plan national, ce qui rendait une confrontation à venir très risquée. D'autant qu'une bonne partie de l'opposition au gouvernement fraîchement élu de Calderón était polarisée par la question de la fraude électorale.

Mais ce mouvement a construit un corpus idéologique que nous retrouvons depuis la fin des années 1990 dans toute l'Amérique latine, corpus enrichi par l'expérience zapatiste. D'abord, l'APPO se définit clairement anticapitaliste, mais pas dans le sens développementaliste professé par nombre de courants de la gauche traditionnelle, comme le mouvement communiste ou socialiste. Au contraire, nous retrouvons, greffés sur les

revendications sociales, les ingrédients d'une pensée écosocialiste. L'APPO intègre aussi dans sa réflexion des règles de fonctionnement et des principes qui correspondent à l'héritage des peuples autochtones (le consensus, le respect de la nature et le bien vivre).

Même si la « vie normale » a repris son cours à Oaxaca, suite à la répression et au manque de débouché de cette expérience, des années plus tard l'APPO constitue une référence en Oaxaca et continue de vivre, certes, partiellement vidée d'une participation populaire massive, mais en gardant les principes acquis par cette lutte.

Elle a bousculé les traditions politiques établies depuis plus de soixante-dix ans dans le pays. Jusqu'à présent, c'était le PRI qui dirigeait l'État d'Oaxaca sans discontinuité. Mais fruit de la radicalisation et du ras-le-bol contre ce parti-Etat, les élections qui ont suivi cet impressionnant mouvement social ont donné la majorité à un front anti-PRI regroupant la droite néolibérale avec le PAN et la gauche avec le PRD. Si cette lutte populaire n'a pas abouti à une recomposition de la gauche mexicaine de transformation sociale, la Commune d'Oaxaca reste une référence pour la gauche radicale, notamment pour toutes les tentatives de construction d'une telle gauche. C'est par exemple le cas avec l'expérience tentée par le Syndicat Mexicain des Électriciens pour créer une organisation anticapitaliste ouverte, l'Organisation du Peuples et des Travailleurs dont un des objectifs est d'articuler les résistances parcellaires, locales ou régionales, en leur donnant un débouché politique national[20].

Au-delà du Mexique, la Commune d'Oaxaca doit être resituée dans une période particulière, celle de la remise en cause planétaire du néolibéralisme au tournant du millénaire, principalement avec le « virage à gauche » de l'Amérique latine.

C'est la période où s'ouvrent les Forums Sociaux Mondiaux dont le premier se tient du 25 au 30 janvier 2001 à Porto Alegre, municipalité gérée par l'aile gauche du Parti des Travailleurs, ville pilote du budget participatif. C'est aussi la période où vont se succéder sur ce continent toute une série de victoire de candidats de gauche, parfois considérés comme « antisystèmes », Chávez en 1998 au Venezuela, Lula en 2002 au Brésil, Kirchner en 2003 en Argentine, Tabaré Vázquez en 2003 en Uruguay, Evo Morales en 2005 en Bolivie, Manuel Zelaya en 2005 au Honduras, Rafael Correa en 2007 en Équateur, Fernando Lugo en 2008 au Paraguay, etc...

Victoires qui ne naissent pas de rien. Elles sont souvent l'expression et le débouché de très fortes luttes sociales. Mais il se trouve que sur le continent, l'exaspération populaire contre le néolibéralisme se déroule après la chute du Mur de Berlin. Les partis de la gauche traditionnelle ne portent plus de légitimité « naturelle » pour mener des luttes. Les partis communistes sont désavoués par l'effondrement du stalinisme et la social-démocratie est engluée dans son virage néolibéral. Les conflits se déroulent souvent hors du champ traditionnel et développent leurs propres expressions. Mais que ce soit pendant la guerre de l'eau en Bolivie, les mobilisations indigènes en Équateur, le mouvement des entreprises récupérées en Argentine, ou lors de la Commune d'Oaxaca, il y a une constante universelle : une forte aspiration à l'émancipation. Elle s'exprime d'abord par la recherche de la démocratie la plus large, la plus égalitaire et la plus universelle. Elle s'exprime aussi par une volonté de rompre avec « l'ancien monde », celui de l'argent-roi, des inégalités et de l'injustice.

La Commune d'Oaxaca a concentré toutes ces aspirations et parce qu'elles sont toujours

d'actualité, son combat doit être rappelé dans la mémoire collective.

Notes

[1] Le PRI, créé en 1946, est l'héritier du Parti National Révolutionnaire créé en 1929, se revendiquant de la révolution mexicaine de 1910, lui-même devenu Parti de la Révolution Mexicaine en 1938 sous Lazáro Cardenas. Le PRI se constitue autour d'une alliance entre mouvement syndical, institutions étatiques et forces armées. Le PRI est par construction un parti-État. À noter que le PRI est membre de l'Internationale Socialiste.

[2] Cette section est membre de l'opposition interne à ce syndicat, structurée nationalement, la CNTE (Coordination Nationale des Travailleurs de l'Éducation). Pour contrer l'influence politique de cette section 22, le SNTE va créer de toute pièce en 2006 une nouvelle section, la section 59, toute acquise au PRI.

[3] La présidente du syndicat national des enseignants (SNTE), Elba Esther Gordillo de 1989 à 2013, a été aussi secrétaire générale du PRI jusqu'en septembre 2005. Elle a été condamnée et emprisonnée pour détournements de fonds en 2013.

[4] Voir l'article de Inés González, *Oaxaca, un pueblo en resistencia ciclica. Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca, APPO, 2006* écrit le 22 septembre 2006.

[5] Le salaire minimum n'est pas le même suivant les États du Mexique.

[6] Voir l'article de Silvia Bolos et Marco estrada Saavedra, *Conflicto y protesta : la Asemblea Popular de los Pueblos de Oaxaca (2005-2010)*, publié dans la revue Estudios Sociologicos, n°82 de 2010.

[7] Silvia Bolos et Marco Estrada Saavedra, op. cit.

[8] Voir l'article en forme de questions-réponses de la BBC du 31 octobre 2006. Il est fait mention aussi du soutien de l'EZLN et de l'ancien candidat à présidence du Mexique pour le PRD (Parti Révolutionnaire Démocratique) Andrés Manuel Lopez Obrador, surnommé « AMLO ».

[9] Voir par exemple l'article de Luis Hernández Navarro, *Oaxaca : sublevación y crisis de un sistema regional de dominio*, paru dans la revue OSAL n° 20 d'août 2006.

[10] Voir l'article de Marco Antonio Estrada Saavedra, *L'Etat et les mouvements sociaux durant la transition à la démocratie (2000-2012)* paru en 2014 dans le n°89 de la revue Problèmes d'Amérique Latine

[11] Citation reprise de l'article de Pauline Rosen-Cros, *Quand le Mexique s'insurge encore*, paru dans l'ouvrage Amériques latines : émancipations en constructions.

[12] Voir le n°56 de la revue *Trabajadores* d'octobre 2006.

[13] Après la décision prise par le Sénat le 19 octobre 2006 jugeant que la demande de destitution du gouverneur était infondée, la section 22 du SNTE négociait en secret des revalorisations de carrière et des salaires. S'appuyant sur cette décision, elle appelle immédiatement après à la fin de la grève, s'épargnant ainsi de son obligation de consulter

les adhérents de son syndicat.

[14] *Cuarta parte de L@s zapatistas y la Otra: los peatones de la historia*, signé du Sous-Commandant Marcos.

[15] Il est fait référence à d'anciennes résistances armées dans l'État d'Oaxaca, notamment le soulèvement de 1959 ou la lutte de l'EPR (Armée Populaire Révolutionnaire) à la fin des années 1990, dernière manifestation de lutte armée. En 2006, cette forme de lutte a disparu depuis une dizaine d'années dans cet État.

[16] L'APPO a fixé une règle : il était possible de participer aux élections locales ou nationales, mais à condition, soit de ne pas être un conseiller de cette Assemblée, soit d'en démissionner.

[17] Cette construction d'organisations politiques de peuples indigènes dans le camp du PRI est le résultat de la récupération des luttes traditionnelles par ce parti qui, dès 1995, à travers le code électoral d'Oaxaca, puis en 1998 avec la loi du droit des peuples pour finir en 2001 avec la reconnaissance constitutionnelle des droits des peuples indigènes, a échangé des droits contre des bulletins de vote.

[18] Alors qu'Hugo Chávez annonce ne pas reconnaître l'élection de Calderón, Evo Morales, président de la Bolivie, déclare que « même s'il y a eu fraude, le vainqueur doit être reconnu », position ratifiée le 14 septembre 2006 par le ministre des affaires étrangères et futur vice-président David Choquehuanca.

[19] Voir l'article édifiant sur les conditions de vote et de corruption, *Gana abstencionismo en Oaxaca*, publié dans le quotidien El Universal du 5 août 2007. Sur 42 sièges, le PRI en obtint 25 et le PRD 6...

[20] Voir par exemple l'interview de Humberto Montes et Oca Luna paru dans la revue Inprecor, n°622 de décembre 2015.